

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Lille-perturbation-et-annulation-du-debat-55548>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Débat sur le Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR) > **Lille : perturbation et annulation du débat national sur les déchets radioactifs**

6 juin 2019

Lille : perturbation et annulation du débat national sur les déchets radioactifs

Le président de la région Hauts-de-France Xavier Bertrand a fait savoir en juin 2018 qu'il désirait que Gravelines soit porté candidate comme un lieu de construction d'un futur EPR.

Fermelement opposé au développement des énergies éoliennes, il a déclaré lors d'une commission plénière : "Il ne s'agit pas de faire un EPR en plus de Gravelines. Mais Gravelines aura un terme et je ne souhaite pas qu'à l'issue de l'activité de Gravelines, nous n'ayons plus rien dans la région,"

Une consultation perturbée et annulée

Dénonçant un débat qui condamne les citoyen·ne·s à cogérer les déchets radioactifs plutôt que de s'interroger sur la pertinence et l'avenir du nucléaire, une cinquantaine de militant·e·s ont investi la réunion de manière non-violente pour mettre en lumière ce tour de passe-passe démocratique. Ils ont rappelé haut et fort les méfaits du nucléaire, qualifié d'**écocide et de crime contre l'humanité**. Ils ont également chahuté les représentant·e·s du nucléaire pour empêcher leurs discours, considérés comme de la communication et non de l'information, en scandant « **Sortons du nucléaire, halte au faux débat !** » et « **On est plus chauds que Cigéo !** ». En parallèle, ils distribuaient un tract expliquant leur position et celles des autres associations ayant décidé de boycotter le débat : Sortir du Nucléaire, la Criirad, associations contre Cigéo... Un des opposants a pris la parole pour affirmer qu'aucun débat ne sera possible sans sortie du nucléaire [1]. Une heure après son commencement, le débat a été annulé par ses organisateur/ice-s.

Un débat hypocrite et biaisé

"En matière de nucléaire, les débats publics ne sont pas instaurés pour rechercher les options les plus satisfaisantes pour l'intérêt général, mais pour donner un vernis démocratique à des décisions déjà prises." [2]

Malgré la forte contestation des associations lors des précédents débats publics, deux lois en 2006 et 2016 [3] ont entériné le stockage en profondeur des déchets les plus radioactifs. C'est la même situation pour le sujet polémique du retraitement des déchets : la loi dite de Programmation pluriannuelle de l'énergie prévoit déjà sa poursuite [4].

Ainsi, **sur quoi nous invite-t-on à débattre, si tout est déjà décidé ?**

Nous sommes d'autant plus sceptiques qu'"il n'existe aucun mécanisme contraignant qui garantisse la prise en compte des conclusions [des débats]" [5] Par ailleurs, comment débattre alors que les chiffres sur le volume réel des déchets et sur leur durée de vie sont qualifiés de "faux" [5] ?

Un faux débat pour légitimer la poursuite du nucléaire

S'il est évident qu'une réflexion de fond doit avoir lieu pour statuer sur le sort des déchets, nous contestons que celle-ci puisse se tenir dans le cadre proposé par la Commission nationale du débat public. La "maîtrise du cycle de production" et la "bonne gestion" des déchets nucléaires sont des arguments commerciaux fallacieux permettant de rassurer la population et **ainsi poursuivre la production d'énergie nucléaire.**

Nous dénonçons cette hypocrisie : le nucléaire met en péril notre avenir commun, le risque zéro n'existe pas et l'accident de Fukushima en est un terrible avertissement. Nous exigeons l'arrêt de la production de déchets radioactifs, donc la sortie du nucléaire. Pour les déchets déjà présents, aucun débat démocratique ne peut avoir lieu avant d'avoir enclenché un plan de sortie du nucléaire et un gel de tous les projets d'enfouissement de déchets.

Pour un avenir soutenable : l'urgence de la sobriété !

Contrairement aux idées reçues, nous pourrions parfaitement nous passer du nucléaire sans faire exploser nos émissions de gaz à effet de serre. Pour cela, il faut s'engager dès aujourd'hui sur la voie de la sobriété, en repensant nos modes de production et de consommation. De nombreux scénarii tels que le scénario négaWatt démontrent **qu'une sortie du nucléaire pour 2035 et un mix énergétique 100% renouvelable d'ici 2050 sont possibles** [6].

Dès lors, pourquoi s'obstiner à produire de l'énergie nucléaire pourtant mortifère, autoritaire et de plus en plus chère ? **Les solutions sont connues, il n'y a plus à débattre, il faut agir.**

Notes

[1] 12è minute du débat : <https://www.dailymotion.com/video/x79mm8i>

[2] Communiqué de la CRIIRAD : http://www.criirad.org/Dechets-radioactifs/2019-05-01_cp_debat-pngmdr.pdf

[3] [Loi du 28 juin 2006](#) et [loi du 26 juillet 2016](#).

[4] Communiqué commun du réseau Sortir du nucléaire et d'associations luttant localement contre Cigéo.

[5] On nous dit que le stock des déchets radioactifs [...] est d'1,6 million de m³. C'est complètement faux ! [...]. La réalité est que si on prend les dépôts les moins présentables [...] on arrive à 200 millions de m³, soit 125 fois plus !" dénonce le directeur de laboratoire de la Criirad.

[6] https://www.negawatt.org/IMG/pdf/scenario-negawatt_2017-2050_brochure-12pages.pdf